

COVID-19

10 Mesures d'urgence pour le jour d'après



“

Agissons avec force mais retenons cela :
le jour d'après, quand nous aurons gagné,
ce ne sera pas un retour **au jour d'avant**.

Emmanuel Macron, 16 Mars 2020

”

Institut
HOMME TOTAL

10 Mesures d'urgence pour le jour d'après

21 Mars 2020

- | | | | |
|---|---------------------------------------|----|-----------------------------------|
| 1 | Nationalisation du service public | 6 | Référendum d'initiative citoyenne |
| 2 | Sécurité sociale | 7 | Sécurité alimentaire |
| 3 | Cotisations & dettes d'investissement | 8 | Sortie de l'Union Européenne |
| 4 | Conquêtes sociales | 9 | Médias d'information publics |
| 5 | Abolition de la propriété lucrative | 10 | Crèches et garderies |

En savoir plus ■ ■ ■

Introduction

La pandémie de coronavirus que nous connaissons actuellement et qui nous conduit à un confinement absolument nécessaire pour préserver nos vies et celles de tous nos concitoyens **ne résulte pas du hasard**.

Il ne s'agit pas pour nous, bien sûr, de rejeter la faute sur une personne en particulier mais sur le mode de production capitaliste à l'origine de cette crise et dans l'incapacité désormais de la gérer.

Ce mode de production sert les intérêts d'une minorité par l'exploitation de la majorité sous couvert d'un **appareillage faussement démocratique**.

Or, l'objectif poursuivi dans le capitalisme est la quête incessante du profit pour cette même minorité toujours au détriment de **la majorité qui pourtant produit ces richesses sans jamais y accéder**.

Quant au **néolibéralisme**, il s'agit d'une doctrine théorisée depuis les années trente dont l'objectif est de mettre les **gouvernements au service du Capital**.

C'est ce à quoi nous assistons depuis lors et d'une manière totalement démasquée en France depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Ces politiques ont conduit à la mise à feu et à sang de nos hôpitaux publics,

laissant le personnel hospitalier sans aucun moyen malgré une grève de plus d'un an qui n'avait obtenu pour réponse que la répression policière.

Dans le même temps, le confinement actuel nous entraînant **vers une crise économique sans précédent**, le gouvernement a décidé de mettre en place une loi d'urgence pour une durée indéterminée.

Cependant, il n'est pas acceptable de voir le gouvernement profiter d'un tel événement pour revenir sur nos conquises sociales (35h, congés payés) sous prétexte de crise économique - sans pointer du doigt les acteurs économiques réellement en cause.

Alors affirmons-le haut et fort, le temps est effectivement venu de **ne pas reproduire demain ce qui a été fait hier**. Pour cela, il nous faudra être nécessairement formés et organisés pour structurer une sortie de crise qui **ne laisse plus aucune chance au capitalisme** !

C'est pourquoi nous proposons **10 mesures fortes** à appliquer le plus tôt possible dès la fin du confinement et dans la continuité des luttes sociales qui ont été menées ces deux dernières années en France !

1 Nationalisation du service public

Nationaliser les services indispensables à la vie de tous !

Il s'agit de procéder à la nationalisation ou re-nationalisation d'EDF, de GDF, de GRDF, mais aussi des autoroutes, des aéroports, de la SNCF et de toutes les infrastructures nécessaires à nos besoins vitaux et de transports, les moyens de communication (Telecoms, Poste etc.) ainsi que les hôpitaux et cliniques privés. Cela devra se faire sous le contrôle des travailleurs qui sont les seuls à pouvoir faire fonctionner ces services publics et donc les seuls à pouvoir décider de leur fonctionnement.

2 Sécurité sociale

Réinstaurer un régime général de sécurité sociale digne de celui institué par les communistes au sortir de la Guerre en 1946 !

Les politiques néolibérales n'ont eu de cesse de détruire ce que nos anciens avaient su mettre sur pieds dans un pays pourtant exsangue. Il ne s'agissait pas seulement d'une caisse de sécurité sociale mais bien de l'appropriation par tous les bénéficiaires de la gestion d'une caisse commune qui ne soit pas dépendante du patronat et du grand Capital. C'est à cause du détricotage et d'une politique visant à détruire les dites « charges sociales » que nous en sommes arrivés aujourd'hui dans des conditions sanitaires si dramatiques malgré les moyens financiers, techniques et logistiques dont nous pourrions disposer.

3 Cotisations & dettes d'investissement

Revaloriser les taux de cotisation des entreprises à leur juste mesure et annuler l'intégralité de leurs dettes d'investissement illégitimes

Tandis qu'avec la crise actuelle le gouvernement vient de décider de suspendre les cotisations des entreprises alors que celles-ci financent nos services de santé déjà en crise, une revalorisation de ces cotisations sont indispensables afin notamment de rééquilibrer les comptes de la sécurité sociale et de financer la sécurité sociale de l'alimentation. L'annulation des dettes d'investissement leur permettra de supporter l'augmentation des cotisations. En effet, l'investissement par crédit n'est pas une nécessité.

Le financement par subvention a démontré son efficacité lorsqu'il a fallu dans les années soixante créer tout un appareil de soin jusqu'alors inexistant. L'investissement par crédit n'a d'intérêt que pour les prédateurs pour ponctionner une partie de la valeur créée par les travailleurs.

4 Conquêtes sociales

Défendre et prolonger nos conquêtes sociales :
*diminution du temps de travail, retraites à 50 ans,
augmentation des salaires, statut de la fonction publique, etc.*

Le temps de travail dans l'emploi capitaliste ou dans la précarisation du travail indépendant actuel doit être réduit ou détruit. À rebours et parce que l'ensemble des autres mesures le permettent, nous en avons pour preuve l'héritage de ce qui a été construit depuis 1946, il nous faut affirmer : la mise en place d'un salaire étudiant, le maintien et l'augmentation de tous les salaires (smic : 1900€ minimum) de toutes les allocations familiales, ainsi que l'abaissement de l'âge de départ à la retraite à cinquante ans, la continuation du salaire en période de chômage, la titularisation des contractuels, etc.

5 Abolition de la propriété lucrative

S'approprier et gérer collectivement les grandes entreprises et encadrer la propriété lucrative

Il ne s'agit pas de mettre fin à la propriété d'usage. C'est même l'inverse. La propriété que nous utilisons (maison, voiture, vêtement, etc.) doit nous appartenir. Mais dans le capitalisme rien n'est à nous : une voiture à crédit, une maison à crédit, etc. qui nécessite d'occuper un emploi que nous détestons parfois simplement pour survivre. L'enjeu ici est de mettre un terme à la propriété lucrative qui n'est la propriété que de quelques grands patrons et exploiters qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs.

Ainsi, LVMH n'hésite pas à faire produire du gel hydroalcoolique dans ses usines en période de crise. Toutefois, il aurait probablement suffi que l'entreprise paie ses impôts pour contrevenir à l'état de délabrement de nos services publics.

Aussi, ce n'est plus aux grandes entreprises (qui s'octroient plus d'un tiers de la production annuelle comme profit : 760 milliards d'€ en 2018) mais à nous de décider démocratiquement où doit aller cette richesse que nous produisons.

Taxer le Capital, c'est le légitimer et l'inviter à poursuivre. Or, c'est nous qui produisons ces richesses, alors il faut nous en passer ! L'encadrement de la propriété lucrative doit aussi consister en une politique qui vise à mettre à la disposition de tous un logement décent. Il n'est pas normal qu'à l'heure actuelle des personnes SDF soient laissées pour

... compte alors même qu'il existe un très grand nombre de logements vides en France. Là-encore le coronavirus n'a été qu'un révélateur de ces politiques inhumaines.

6 **Référendum d'initiative citoyenne**

Instaurer le Référendum d'initiative citoyenne pour refonder nos institutions démocratiques

Les conditions de crise que nous connaissons aujourd'hui sont le fruit d'une mainmise complète du grand capital sur les décisions politiques. Il n'est pas normal que nous n'ayons même pas été consulté quant au devenir de nos services publics.

La démocratie est sans cesse bafouée car le peuple ne serait soit-disant « pas compétent » pour décider de ce qui est bon pour lui. Or, qui nous a conduit à ce désastre si ce n'est ceux qui s'auto-proclament « compétents » ?

7 **Sécurité alimentaire**

Instaurer une sécurité sociale de l'alimentation pour ne plus manquer en quantité et en qualité

Tandis que l'agrobusiness empoisonne toujours plus nos vies et nos terres, tout un secteur de production alternatif de produits bio et écoresponsables est en pleine effervescence. Une sécurité sociale de l'alimentation, sur le modèle de la sécurité sociale déjà existante, permettrait d'allouer à chaque personne et chaque mois un budget de 150€ réservé à l'achat de produits issus des producteurs conventionnés selon des critères décidés collectivement et démocratiquement.

8 **Sortie de l'Union Européenne**

Sortir de l'Union Européenne pour recréer un véritable internationalisme avec tous les peuples

Cette crise sanitaire l'a bien montré. Tandis que les Allemands et les Français n'ont été d'aucun secours pour l'Italie, c'est la Chine et Cuba (pourtant sous embargo depuis plus d'un demi-siècle) qui n'ont pas hésité à apporter leur aide. Aussi l'U.E telle qu'elle existe n'est qu'une structure à la solde du Capital. Nous devons plutôt réaffirmer un internationalisme bien compris et coopératif entre les nations, tout en maintenant la souveraineté populaire de chaque pays.

9 Médias d'information publics

Abolir la propriété privée des moyens d'information, nationaliser les écoles privées et créer des lieux d'éducation populaire

Nous avons pu observer à de maintes reprises, et notamment lors du mouvement des Gilets Jaunes, que le monopole de quelques milliardaires sur l'essentiel des grands moyens d'information ne permet ni un traitement objectif de l'information, ni un pluralisme des opinions qui sont pourtant des conditions nécessaires à une démocratie digne de ce nom. C'est pour cela que nous devons abolir la propriété privée des moyens d'information et créer un pôle public de presse financé également par les cotisations. Cela doit s'inscrire dans une grande politique d'éducation populaire et de réforme de l'éducation nationale.

10 Crèches et garderies

Mettre en place un système de crèches et de garderies public et gratuit

La crise sanitaire actuelle n'a pas non plus manqué de dévoiler la destruction massive qui s'est opérée sur nos services de garde d'enfant. C'est pourquoi il apparaît nécessaire de développer le système de crèche et de maternité public pour permettre à chaque parent d'avoir accès à une garde d'enfant de manière gratuite et systématique. Avec une amélioration des conditions de travail et un investissement public dans le secteur de la petite enfance.

Conclusion

Ces propositions visent à la transition politique et sociale entre **le jour d'avant et celui d'après**. Il s'agit là d'un outil dont une coalition progressiste doit s'emparer, et c'est notre souhait !

Toutefois, ces mesures ne pourront pas s'appliquer en demandant à genoux à nos gouvernants, dans l'attente qu'ils les acceptent. Il n'a jamais été question dans l'histoire d'attendre d'une classe dominante qu'elle cède d'elle-même le pouvoir.

C'est pourquoi **il faut nous regrouper, nous structurer, nous organiser** autour de partis, de syndicats, d'organes de classe, parce que la riposte elle, est organisée et violente, nous l'avons constaté à maintes reprises ces dix-huit

derniers mois. Quant à la tête des partis et syndicats, qu'importe leurs mots d'ordre complices – soyons en mesure de faire taire ceux qui n'ont pas à cœur de mener **la lutte des classes**. Nous le voyons aujourd'hui, c'est de nos vies au premier sens du terme dont il est question.

Enfin, nous souhaitons remercier de tout cœur, **les soignantes et soignants** qui se trouvent en premières lignes actuellement, mais aussi **tous ceux** qui, chauffeurs poids-lourds, agents publics, travailleurs de la grande distribution, assurent et réparent les pots cassés d'une politique criminelle.

Quant à ceux qui le peuvent : restez chez vous, **formez-vous** et tenez-vous prêts !